

humaines et qu'il veut bien s'occuper de l'environnement, mais à la condition que ce soit sans bourse délier.

Il y a un autre domaine où nos enfants s'interrogent pour leur avenir. Vont-ils avoir de l'eau potable? Vont-ils avoir des forêts où se promener? Vont-ils avoir de l'air pure pour leurs poumons? Vont-ils avoir des terres où faire pousser de quoi manger?

Que dire de la dissolution de toute une série d'organismes qui jouaient un rôle important aux yeux de la population puisqu'ils scrutaient, non pas les objectifs à court terme du gouvernement, mais bien les objectifs à long terme sur le plan national? Qu'advient-il maintenant?

Dissoudre le Conseil des sciences du Canada, le Conseil économique du Canada, la Commission de réforme du droit du Canada et le Bureau de recherches sur les traitements, c'est détruire des institutions d'une valeur inestimable. Les députés ministériels ont beau chanter sur tous les toits que la connaissance est la clé de notre avenir et que nos ressources humaines de même que l'investissement dans les personnes sont la clé de notre avenir, ce ne sont que des paroles puisqu'ils suppriment des organismes qui nous informent dans les domaines de la recherche et du développement, qui nous aident à assainir notre économie, qui nous conseillent quant à la formation dont nous avons besoin et qui veillent à ce que nos lois protègent toujours les droits des Canadiens.

Ce sont des organismes comme ceux-là qui nous permettent de préparer l'avenir. Hélas! le gouvernement les dissout. C'est donc ce que j'appelle gouverner en fonction des sondages et des élections. Ce n'est pas cela que les Canadiens nous demandent de faire.

Ce n'est pas cela que la prochaine génération nous demande de faire. Ils veulent que nous investissions dans la formation. Ils veulent que nous investissions dans l'éducation afin que, dans un proche avenir, la proportion des jeunes qui ne terminent même pas leurs études secondaires ne soit pas de 35 p. 100 et que la proportion d'analphabètes incapables de fonctionner dans la vie de tous les jours ne soit pas de 15 p. 100.

Or, le gouvernement continue de réduire les dépenses consacrées à la formation. Il continue de réduire les dépenses consacrées à l'éducation. . .

Initiatives parlementaires

Le président suppléant (M. Paproski): Conformément à l'ordre adopté aujourd'hui, je vais maintenant mettre la question aux voix.

Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Le président suppléant (M. Paproski): Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

Le président suppléant (M. Paproski): Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

Le président suppléant (M. Paproski): À mon avis, les non l'emportent.

Conformément à l'ordre adopté aujourd'hui, le vote par appel nominal sur la motion est reporté à 18 heures demain.

Comme il est 19 heures, il est de mon devoir d'informer la Chambre qu'en vertu du paragraphe 30(6) du Règlement, nous passerons maintenant à l'étude des initiatives parlementaires inscrites au *Feuilleton* d'aujourd'hui.

INITIATIVES PARLEMENTAIRES

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

MOTION VISANT À ÉTABLIR UN PROGRAMME NATIONAL D'ÉPURATION D'EAU

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier) propose:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait envisager l'opportunité de mettre sur pied, en collaboration avec les provinces, municipalités régionales et autres municipalités, un programme national d'épuration d'eau, d'épuration des eaux usées et de construction d'égouts pluviaux visant à assurer aux Canadiens un environnement plus sain et plus salubre.

—Monsieur le Président, la motion que je vous présente aujourd'hui, appuyée par la députée de Northumberland que je remercie infiniment, a été déposée le 15 mai 1991. Elle a pour but de mettre sur pied, en collaboration avec les provinces, municipalités régionales et autres municipalités, un programme national d'épuration d'eau, d'épuration des eaux usées et de construction d'égouts pluviaux visant à assurer aux Canadiens et Canadiennes un environnement plus sain et plus salubre.